

La bonne gestion des sols agricoles : un enjeu de société

Déclaration du groupe de la CGT

Le groupe de la CGT partage l'économie générale de l'avis. Il souligne à juste titre l'exigence de protéger les sols agricoles métropolitains et ultramarins face aux enjeux démographiques, alimentaires et environnementaux. Le maintien des surfaces agricoles, de leur qualité agronomique et les externalités positives qu'ils génèrent constituent des enjeux primordiaux dont le premier d'entre eux est la souveraineté alimentaire nationale et la réponse aux besoins alimentaires de la population en quantité et en qualité.

La CGT soutient l'ensemble des préconisations. Nous en soulignerons deux tout particulièrement.

La première concerne l'accaparement des terres, conjuguée au souhait formulé de la reconnaissance du sol comme patrimoine commun de l'humanité. L'accaparement des terres par des investisseurs financiers ou autres dans nombre de pays prend des dimensions préoccupantes, se traduisant par une nouvelle forme de colonisation, mettant en cause leur souveraineté nationale et aggravant leur dépendance économique et politique. Cette question exige, comme le propose l'avis, que la nation ait la faculté de protéger son territoire contre ce pillage des terres au bénéfice de l'agrobusiness qui vise la rentabilité financière à court terme au détriment de la protection de la fertilité et de la biodiversité des sols.

Le second point concerne le soutien, dans les politiques agricoles, des productions et des pratiques favorables à la bonne qualité des sols, le développement de la recherche et de l'expérimentation des pratiques agronomiques. Nous en soutenons les préconisations. Elles nécessitent de revenir à des politiques agricoles nationales et internationales régulatrices, garantissant des prix rémunérateurs aux agriculteurs et des emplois qualifiés, pérennes et bien rémunérés, soustraites des lois du marché capitaliste. La forte volatilité des prix des denrées agricoles depuis l'accélération de la dérégulation des marchés mondiaux, les pressions des industries de transformation et de la grande distribution engendrent une aggravation des pratiques agricoles non respectueuses de l'environnement et des ressources naturelles. Elles assujettissent l'agriculture à des modes de production réduisant à tout prix les coûts de production tout en n'apportant pas de réponse aux demandes des consommateurs dont le pouvoir d'achat ne cesse de se réduire. Les conséquences en sont désastreuses sur l'environnement et les sols, sur l'agriculture elle-même, sur les hommes et les femmes qui y travaillent. Sans des mesures fortes de politique agricole régulatrice, ces préconisations courent le risque de rester lettres mortes.

Le groupe de la CGT a voté l'avis en souhaitant qu'il s'inscrive dans des politiques globales créant les conditions de son application pleine et entière.